

M. l'Orateur: Plaît-il à la Chambre d'adopter ladite motion?

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas disposé à appuyer la motion. Je propose qu'elle soit amendée en supprimant les mots «22 octobre» à la deuxième ligne du texte et en leur substituant les mots «22 septembre».

• (11.10 a.m.)

Je me lève pour présenter cet amendement au nom de l'opposition loyale de Sa Majesté. L'objectif de cet amendement est clair. Nous devrions rouvrir la session du Parlement non pas le 22 octobre, mais un mois plus tôt, le 22 septembre. Étant donné l'accumulation des problèmes graves qui se posent au pays, c'est la marque du manque de maturité et de réflexion du cabinet que d'envoyer le Parlement en vacances pendant trois mois. A mon avis, la population sera scandalisée de l'attitude désinvolte et apparemment insouciant adoptée par le cabinet à propos des problèmes nationaux qu'il a le devoir de résoudre.

Je ne conteste pas que les membres du Parlement ont droit à des vacances, comme n'importe qui, et il faut reconnaître que beaucoup de députés sont plutôt fatigués aujourd'hui. En outre nous avons d'importants travaux à poursuivre dans nos circonscriptions et ailleurs. Cependant, rien au monde ne justifie une clôture jusqu'au 22 octobre. La population du Canada considérera un congé de trois mois comme un abus et une preuve de grande indifférence à l'égard de nos fonctions. Je veux que la responsabilité de l'initiative ressorte nettement. Le gouvernement seul tient à ce long congé et les députés de ce côté-ci du moins ceux de notre parti, se dissocient entièrement de la légèreté et de l'étourderie du gouvernement. Les ministériels ressemblent à des enfants qui veulent faire l'école buissonnière.

Il n'y a aucune raison...

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Stanfield: Je conseillerais, monsieur...

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

L'hon. M. Stanfield: Je conseillerais à mes honorables amis de ménager leur souffle et leurs voix, car, si ce que j'ai dit jusqu'ici les bouleverse, ils sont loin d'avoir tout entendu.

[L'hon. M. Macdonald.]

Il n'y a aucune raison pour que le gouvernement interrompe nos travaux pendant près de trois mois, si ce n'est le mépris total du premier ministre (M. Trudeau) et de son cabinet pour le Parlement. Ils n'aiment pas les questions; ils n'aiment pas les débats libres; et ils considèrent le Parlement comme un embarras et un inconvénient. Ils ne peuvent le supprimer tout à fait, mais ils imposent des règles qui leur en assurent le contrôle absolu et ils en feront durer le congé le plus longtemps possible.

Dans l'optique du gouvernement actuel et de ses partisans à la Chambre, il est évident, d'après leur attitude et celle du parti libéral fédéral, à l'égard des institutions gouvernementales, que le genre de Parlement qu'ils envisagent diffère bien peu des vues exprimées par le général de Gaulle, soldat valeureux, grand patriote et grand homme, mais qu'on pourrait difficilement qualifier de démocrate au sens où nous l'entendons au Canada. Je ne suis pas qualifié pour dire le genre de gouvernement ou d'institutions gouvernementales qui conviennent à la France.

Le très hon. M. Trudeau: Que vient faire la France là-dedans?

L'hon. M. Stanfield: Comme je disais, monsieur l'Orateur, je ne suis pas qualifié pour dire ce qui convient à la France. Mais il devient de plus en plus clair que le gouvernement envisage d'organiser des élections périodiques et de gouverner entre-temps au moyen de conférences de presse et de sessions préliminaires du Parlement. Il est vrai que nous n'avons pas de président, mais la rose embaumerait autant sous un autre nom—comme l'œillet d'ailleurs.

Des voix: Bravo!

Une voix: De même que l'aubergine.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Stanfield: Maintenant on nous dit que le Parlement sera convoqué vers la fin d'octobre.

M. Hogarth: De quelle année?

Une voix: Belle intervention, M. Hogarth!

L'hon. M. Stanfield: Je n'en sais rien. Peut-être l'année prochaine. Compte tenu des problèmes du pays, cela n'a pas d'excuse. Le gouvernement prétend qu'il lui faudra tout ce temps pour préparer son programme législatif